

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

11 mars 2020

PROPOSITION DE LOI

modifiant l'arrêté royal du 12 octobre 2010 fixant les conditions d'agrément et la procédure d'agrément pour les éditeurs des titres-repas ou éco-chèques sous forme électronique, exécutant les articles 183 à 185 de la loi du 30 décembre 2009 portant des dispositions diverses, en vue de verser les montants des titres-repas et des éco-chèques non utilisés à la Fédération belge des banques alimentaires

(déposée par Mme Nahima Lanjri)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

11 maart 2020

WETSVOORSTEL

tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 oktober 2010 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en erkenningsprocedure voor uitgevers van maaltijd- of ecocheques in een elektronische vorm, tot uitvoering van artikelen 183 tot 185 van de wet van 30 december 2009 houdende diverse bepalingen, teneinde de resterende bedragen bij niet-gebruik van maaltijd- en ecocheques door te storten aan de Belgische federatie van Voedselbanken

(ingediend door mevrouw Nahima Lanjri)

RÉSUMÉ

Cette proposition de loi oblige les entreprises éditrices de titres-repas et d'éco-chèques à verser les montants des titres non utilisés à la Fédération belge des banques alimentaires.

SAMENVATTING

Dit voorstel verplicht de uitgiftebedrijven van maaltijd- en ecocheques om de bedragen van niet gebruikte cheques te storten aan de Belgische Federatie van Voedselbanken.

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant – Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beige gekleurd papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Les titres-repas sont aujourd'hui l'avantage extralégal le plus accordé en Belgique. Les titres-repas ont été introduits en 1965 en guise de compensation pour les salariés des entreprises n'ayant pas de restaurant et qui devaient par conséquent quitter leur lieu de travail le midi pour déjeuner à l'extérieur. Depuis lors, les titres-repas ont connu une croissance énorme et une entreprise sur quatre les propose désormais. En 2018, 1,78 million de travailleurs ont été indemnisés sous forme de titres-repas. Ces titres représentaient alors pas moins de 2,58 milliards d'euros de salaire extralégal pour les travailleurs.

Moyennant une série de conditions, ces titres-repas ne sont en effet pas soumis à l'impôt des personnes physiques ni aux cotisations ONSS, l'exonération concernant tant les cotisations patronales que les cotisations personnelles. Pour pouvoir bénéficier de l'exonération fiscale et parafiscale, il faut:

— que la quote-part du travailleur soit au moins de 1,09 euro par titre;

— que la quote-part de l'employeur soit au maximum de 6,91 euros par titre.

Dès que la cotisation du travailleur est inférieure ou celle de l'employeur supérieure, le titre-repas est considéré comme un salaire ordinaire et les cotisations ONSS ainsi que les impôts seront dus. Il appartient à la CCT du secteur ou de l'entreprise de déterminer quelles catégories du personnel ont droit aux titres-repas et de fixer le montant des quotes-parts du travailleur et de l'employeur.

En 2014, le gouvernement fédéral a décidé de moderniser le système des titres-repas. Les titres-repas papier ont ainsi été supprimés à compter du 1^{er} octobre 2015, pour faire place à des titres électroniques. Depuis le 1^{er} janvier 2016, les titres-repas papier ont été complètement retirés de la circulation. Ce passage obligatoire aux titres électroniques a permis d'améliorer l'utilisation des titres, étant donné que les titres papier se perdaient parfois, si bien qu'ils ne pouvaient plus être utilisés (dans les délais).

De la même manière, la durée de validité des titres-repas était, jadis, limitée à trois mois, de sorte qu'un grand nombre de titres restaient inutilisés. Mais grâce à la loi du 14 avril 2013 modifiant l'article 38/1, § 2, 4^o, du Code des impôts sur les revenus 1992 et modifiant

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Maaltijdcheques zijn vandaag het meest toegekende extralegaal voordeel in België. De maaltijdcheques werden ingevoerd in 1965 als een compensatie voor werknemers in bedrijven waar geen bedrijfsrestaurant was en die bijgevolg onder de middag naar buiten moesten om elders te lunchen. Ondertussen zijn de maaltijdcheques enorm gegroeid, met één op vier bedrijven die de cheques aanbieden. Zo werden in 2018 1,78 miljoen werknemers extralegaal vergoed door middel van maaltijdcheques. Deze cheques waren in 2018 goed voor maar liefst 2,58 miljard euro aan extralegaal loon voor werknemers.

Mits het voldoen aan een aantal voorwaarden zijn deze maaltijdcheques immers niet onderworpen aan de personenbelasting noch aan RSZ-bijdragen, met een vrijstelling voor zowel de werkgevers- als de werknemersbijdragen. Om te kunnen genieten van de fiscale en parafiscale vrijstelling moet er:

— een werknemersaandeel zijn van minimaal 1,09 euro per cheque zijn;

— een werkgeversaandeel van maximaal 6,91 euro per cheque zijn.

Zodra er een lagere bijdrage is van de werknemer of een hogere namens de werkgever, wordt de maaltijdcheque beschouwd als gewoon loon en is men wel RSZ-bijdragen en belastingen verschuldigd. Het is de sector- of ondernemings-cao die bepaalt welke personeelscategorieën recht hebben op de maaltijdcheques en wat de bedragen zijn van het werknemers- en werkgeversaandeel.

In 2014 besloot de federale regering om het systeem van de maaltijdcheques te moderniseren. Zo werden de de papieren maaltijdcheques afgeschaft vanaf 1 oktober 2015. De papieren cheques werden vervangen door elektronische. Sinds 1 januari 2016 zijn de papieren maaltijdcheques volledig uit omloop. Deze verplichte omschakeling naar elektronische cheques zorgt voor een beter gebruik van de cheques. Zo raakten papieren cheques wel al eens verloren, waardoor ze niet (tijdig) meer werden gebruikt.

Ook was de geldigheidsduur van de maaltijdcheques vroeger beperkt tot 3 maanden. Hierdoor bleven veel cheques onbenut. Dankzij de wet van 14 april 2013 tot wijziging van artikel 38/1, § 2, 4^o, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 en tot wijziging

l'article 19bis, § 2, 4°, de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, la durée de validité a été portée à douze mois, à compter du moment où le titre-repas est placé sur le compte titre-repas.

Ces modifications ont considérablement amélioré le système et ont permis une meilleure utilisation des titres-repas. Par ailleurs, le travailleur reçoit pas moins de trois avertissements avant que la durée de validité du titre expire: respectivement trois mois, un mois et dix jours avant la date d'expiration. Malgré cela, une petite quantité de titres demeure toujours inutilisée. En 2018, 0,07 % des titres-repas étaient inutilisés. En soi, 0,07 %, ce n'est pas grand-chose, mais sur un montant total de 2,58 milliards d'euros, cela représente quand même 1,8 million d'euros de titres inutilisés.

Les éco-chèques, aussi, sont partiellement inutilisés. Le volume d'éco-chèques est inférieur à celui des titres-repas. En 2018, l'équivalent de 256 millions d'euros d'éco-chèques ont été octroyés à 1,68 million de travailleurs. Ces chèques sont disponibles en version papier et en version électronique. Selon la VIA (la *Vouchers Issuers Association*), près de 55 % des éco-chèques ont été émis électroniquement en 2018, dont 0,6 % sont restés inutilisés, ce qui correspond à 845 000 euros de chèques inutilisés. Concernant les éco-chèques papier, qui risquent plus facilement d'être inutilisés (parce qu'ils peuvent se perdre par exemple), on ne dispose actuellement d'aucune donnée. Autrement dit, le nombre d'éco-chèques inutilisés est vraisemblablement encore beaucoup plus élevé.

Actuellement, ces montants résiduels de titres-repas et d'éco-chèques restent bloqués auprès des trois sociétés éditrices: Edenred, Sodexo et Monizze. Il leur est en effet impossible, de reverser purement et simplement ce montant aux employeurs. Il est également impossible de convertir le montant du chèque inutilisé en argent et de le verser au travailleur sans en faire une rémunération ordinaire et perdre dès lors le bénéfice de l'exonération. Du reste, la réglementation relative aux titres-repas et aux éco-chèques ne précise nulle part ce qu'il convient de faire des montants résiduels. Aujourd'hui, ces montants sont repris dans le compte de résultat de la société éditrice. Si elle réalise des bénéfices, la société doit payer l'impôt des sociétés appliqué à ceux-ci.

Or, tel n'est pas l'objectif. C'est la raison pour laquelle nous souhaitons, au travers de la présente proposition de loi, faire en sorte que ces montants résiduels de titres-repas et d'éco-chèques puissent encore être utilisés

van artikel 19bis, § 2, 4°, van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders werd de geldigheidstermijn opgetrokken tot twaalf maanden, te rekenen vanaf het ogenblik dat de maaltijdcheque op de maaltijdchequerekening wordt geplaatst.

Dit zijn aanzienlijke verbeteringen gebleken waardoor de maaltijdcheques beter werden gebruikt. Ook krijgt de werknemer maar liefst drie verwittigingen voordat de geldigheidsduur van de cheque verstrijkt: drie maanden voor de vervaldatum, één maand ervoor en nog eens tien dagen voor de vervaldatum van de cheque. Toch blijft een kleine hoeveelheid cheques alsnog onbenut. In 2018 werd 0,07 procent van de maaltijdcheques niet gebruikt. Op zich is 0,07 procent niet veel, maar op een totaal bedrag van 2,58 miljard euro komt dat neer op 1,8 miljoen euro aan ongebruikte cheques.

Ook bij ecocheques blijft een deeltje van de cheques ongebruikt. Het volume aan ecocheques ligt lager dan dat van de maaltijdcheques. In 2018 werden er voor 256 miljoen euro ecocheques toegekend aan 1,68 miljoen werknemers. Deze cheques zijn zowel op papier als digitaal beschikbaar. Volgens VIA (de *Vouchers Issuers Association*) werd in 2018 ongeveer 55 procent van de ecocheques digitaal uitgegeven. Hiervan bleef 0,6 procent ongebruikt. Dit komt neer op een 845 000 euro aan ongebruikte cheques. Over de papieren ecocheques, waarbij het makkelijker is om ze ongebruikt te laten (omdat men ze bijvoorbeeld kan verloren leggen), zijn er momenteel geen gegevens beschikbaar. Het bedrag aan ongebruikte ecocheques ligt met andere woorden waarschijnlijk nog veel hoger.

Deze resterende bedragen aan maaltijd- en ecocheques blijven op dit moment vastzitten bij de drie uitgiftebedrijven Edenred, Sodexo en Monizze. Zij kunnen dit bedrag immers niet zomaar terugstorten aan de werkgevers. Bovendien kan het bedrag van de niet benutte cheque ook niet in geld worden overgemaakt aan de werknemer zonder dat dit normaal loon wordt en men de vrijstelling verliest. In de regelgeving over de maaltijd- en ecocheques wordt ook nergens bepaald wat er met de resterende bedragen moet gebeuren. Vandaag worden deze bedragen opgenomen in de resultatenrekening van het uitgiftebedrijf. Als het bedrijf winst boekt dan betaalt het hierop vennootschapsbelasting.

Dit is echter niet de bedoeling. Daarom willen wij er met dit wetsvoorstel voor zorgen dat die resterende bedragen van ongebruikte maaltijd- en ecocheques toch nog goed benut worden. Wij willen dat deze bedragen

utilement en les transférant aux banques alimentaires et à d'autres organisations sociales coordinatrices agréées, définies dans le Règlement du SPP Intégration sociale "distribution gratuite de denrées alimentaires mises à la disposition des CPAS et organisations partenaires agréées dans le cadre du Fonds européen d'aide aux plus démunis". Cette mesure leur permettra de venir en aide aux populations défavorisées lors de l'achat de denrées alimentaires ou de produits économes en énergie, comme de l'éclairage LED ou des ampoules économiques. Ces actions s'inscrivent dans la philosophie même des chèques. Cette mesure sera mutuellement avantageuse: les chèques qui n'ont pas été utilisés le seront encore intégralement, ce qui sera bon pour l'économie belge, et les personnes précarisées bénéficieront d'un soutien supplémentaire.

Malheureusement, force est de constater que le nombre de personnes qui frappent à la porte d'une banque alimentaire au moins une fois par mois augmente d'année en année. En 2014, 130 030 Belges ont été contraints de s'adresser à une banque alimentaire. Et en 2018, il s'agissait déjà de 159 081 personnes, soit une augmentation de 22 % par rapport à 2014. En 2018, chaque bénéficiaire a reçu 96,5 kg de nourriture sur l'ensemble de l'année, soit l'équivalent de 193 repas. L'augmentation s'est poursuivie en 2019, passant d'environ 160 000 personnes nécessiteuses en janvier à environ 170 000 en juin. On constate hélas que les banques alimentaires sont parfois confrontées à des pénuries. Pour pouvoir y remédier et fournir à tous ces Belges vulnérables l'aide alimentaire et matérielle nécessaire, les banques alimentaires et les autres organisations sociales coordinatrices sont ouvertes à toute aide supplémentaire. La mise à disposition obligatoire, par les sociétés éditrices, des montants résiduels des titres-repas et des éco-chèques non utilisés au profit des banques alimentaires et d'autres organisations sociales coordinatrices agréées permettra déjà de leur apporter un renforcement substantiel. Cette mesure permettra aux banques alimentaires de fournir une aide alimentaire supplémentaire et des produits moins énergivores à ceux qui en ont besoin.

Nous souhaitons bien entendu que les titres-repas et les éco-chèques soient encore mieux utilisés à l'avenir, l'objectif étant d'éviter autant que possible un dépassement de la durée de validité. Il s'agit en effet d'une rémunération extralégale accordée au travailleur et à laquelle il a droit. Nous espérons dès lors que le nombre de chèques inutilisés continuera à diminuer. Cette mesure doit donc être, en principe, une mesure d'extinction. Nous estimons qu'elle permettra d'offrir un soutien complémentaire, temporaire mais néanmoins important aux banques alimentaires et aux organisations sociales au bénéfice des plus démunis.

worden overgemaakt aan de voedselbanken en andere erkende overkoepelende sociale organisaties, zoals gedefinieerd in het Reglement van de POD Maatschappelijke Integratie inzake "gratis verdeling van levensmiddelen aan OCMW's en erkende partnerorganisaties in het kader van het Fonds voor Europese Hulp aan de Meest Behoeftigen". Zij kunnen op die manier mensen die socio-economisch kwetsbaar zijn ondersteunen bij het aankopen van voeding of energiezuinige producten zoals LED-verlichting of spaarlampen. Dit ligt in lijn met de filosofie van de cheques. Zo creëren we een win-winsituatie: de ongebruikte cheques worden alsnog volledig besteed, hetgeen de Belgische economie ten goede komt, en mensen in kansarmoede krijgen extra ondersteuning.

Helaas moeten we immers vaststellen dat het aantal mensen dat minimaal één keer per maand aanklopt bij een voedselbank, jaar na jaar stijgt. In 2014 zagen nog 130 030 Belgen zich genooddaakt om naar de voedselbank te gaan. In 2018 waren dat er al 159 081. Dit is in vergelijking met 2014 een stijging van 22 %. Elke begunstigde kreeg toen op jaarbasis 96,5 kilogram voedsel mee, het equivalent van 193 maaltijden. Ook in 2019 heeft de toename zich verdergezet, van zowat 160 000 behoeftigen in januari tot circa 170 000 in juni. Helaas stellen we vast dat voedselbanken soms te kampen hebben met tekorten. Om deze tekorten te verhelpen en om al deze bijkomende kwetsbare Belgen de nodige voedsel- en materiële hulp te bieden, kunnen de voedselbanken de andere overkoepelende sociale organisaties elke extra ondersteuning gebruiken. Door het verplicht ter beschikking stellen van de resterende bedragen voor onbenutte maaltijd- en ecocheques door de uitgiftebedrijven aan de Voedselbanken en andere erkende overkoepelende sociale organisaties kunnen we al voor een aanzienlijke versterking zorgen. Zo kunnen we voedselhulp en meer energiezuinige producten verschaffen aan wie het nodig heeft.

Het spreekt voor zich dat we willen dat zowel de maaltijd- als de ecocheques in de toekomst nog beter worden opgenomen en dat er zo goed als geen cheques meer vervallen. De cheques zijn immers extralegaal loon van de werknemer en hij heeft hier recht op. Het is dan ook onze hoop dat het aantal onbenutte cheques verder blijft afnemen. Deze maatregel moet dan ook in principe als uitdovend worden beschouwd. We zien de maatregel als een tijdelijke, doch niet onbelangrijke, extra ondersteuning voor de voedselbanken en sociale organisaties ten voordele van de meest behoeftigen.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 2

Les sociétés éditrices de titres-repas et d'éco-chèques seront désormais tenues de verser les montants des titres non utilisés à la Fédération belge des banques alimentaires et aux organisations coordinatrices agréées définies dans le Règlement du SPP Intégration sociale "distribution gratuite de denrées alimentaires mises à la disposition des CPAS et organisations partenaires agréées dans le cadre du fonds européen d'aide aux plus démunis". Pour des raisons de faisabilité pratique, nous permettons aux sociétés éditrices de transférer en une fois le montant de tous les titres non utilisés à la fin de l'exercice comptable.

Nous avons choisi de faire transférer les montants résiduels à la Fédération belge des banques alimentaires et aux organisations sociales coordinatrices agréées qui, grâce à leur réseau et à leur expertise, sont bien placées pour prendre en charge l'achat des produits ainsi que leur distribution ultérieure. Il incombe donc à la Fédération et aux autres organisations coordinatrices de livrer les produits achetés aux différentes organisations qui s'adressent à des personnes défavorisées. On appliquera à cet effet la même clé de répartition et les mêmes modalités que l'organisation fédérale de gestion pour l'attribution et la distribution de denrées alimentaires dans le cadre du Fonds d'aide aux plus démunis.

ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING

Artikel 2

De uitgiftebedrijven van maaltijd- en ecocheques worden voortaan verplicht om de bedragen van niet gebruikte cheques te storten aan de Belgische Federatie van Voedselbanken en de erkende overkoepelende organisaties, zoals gedefinieerd in het Reglement van de POD Maatschappelijke Integratie inzake "gratis verdeling van levensmiddelen aan OCMW's en erkende partnerorganisaties in het kader van het Fonds voor Europese Hulp aan de Meest Behoeftigen". Omwille van de praktische haalbaarheid, maken we het mogelijk dat de uitgiftebedrijven dit bedrag voor alle onbenutte cheques samen overmaken aan het einde van het boekjaar.

We kiezen ervoor om de resterende bedragen te laten overmaken aan de Belgische Federatie van Voedselbanken en de erkende overkoepelende sociale organisaties, die omwille van hun netwerk en expertise uitstekend geplaatst zijn om in te staan voor de aankoop van producten en de verdere verdeling hiervan. Het is dan ook de taak van de Federatie en andere overkoepelende organisaties om de aangekochte producten te bezorgen aan de verschillende organisatie die werken met kansarmen. Hierbij zullen eenzelfde verdeelsleutel en modaliteiten worden gehanteerd als toegepast door de federale beheersorganisatie voor de toewijzing en verdeling van de levensmiddelen in het kader van het Fonds voor Hulp aan de Minst Bedeelden.

Nahima LANJRI (CD&V)

PROPOSITION DE LOI**Article 1^{er}**

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2

L'article 2 de l'arrêté royal du 12 octobre 2010 fixant les conditions d'agrément et la procédure d'agrément pour les éditeurs des titres-repas ou éco-chèques sous forme électronique, exécutant les articles 183 à 185 de la loi du 30 décembre 2009 portant des dispositions diverses, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 16 décembre 2015, est complété par un 15° rédigé comme suit:

"15° L'éditeur s'engage à verser, à la Fédération belge des banques alimentaires et aux autres organisations coordinatrices agréées telles que définies dans le Règlement du SPP Intégration sociale "distribution gratuite de denrées alimentaires mises à la disposition des CPAS et organisations partenaires agréées dans le cadre du fonds européen d'aide aux plus démunis", le montant des titres-repas non utilisés dans les douze mois de leur émission, ainsi que le montant des éco-chèques non utilisés dans les vingt-quatre mois de leur émission.

L'éditeur s'engage à verser le montant total des titres-repas et éco-chèques non utilisés avant leur date d'expiration durant l'exercice comptable en cours à la fin de cet exercice comptable."

Art. 3

Le Roi peut abroger, compléter, modifier ou remplacer, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les dispositions modifiées par l'article 2.

Art. 4

La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier de l'année qui suit l'année de sa publication au *Moniteur belge*.

28 janvier 2020

WETSVOORSTEL**Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2

In artikel 2 van het koninklijk besluit van 12 oktober 2010 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en erkenningsprocedure voor uitgevers van maaltijd- of ecocheques in een elektronische vorm, tot uitvoering van artikelen 183 tot 185 van de wet van 30 december 2009 houdende diverse bepalingen, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 december 2015, wordt aangevuld met de bepaling onder 15°, luidende:

"15° De uitgever verbindt er zich toe om het bedrag van de maaltijdcheques die niet werden gebruikt binnen 12 maanden na uitgiftedatum en het bedrag van de ecocheques die niet werden gebruikt binnen 24 maanden na uitgiftedatum te storten aan de Belgische Federatie van Voedselbanken en de overige erkende overkoepelende organisaties zoals gedefinieerd in het Reglement van de POD Maatschappelijke Integratie inzake "gratis verdeling van levensmiddelen aan OCMW's en erkende partnerorganisaties in het kader van het Fonds voor Europese Hulp aan de Meest Behoeftigen".

De uitgever verbindt er zich toe om het totale bedrag aan maaltijd- en ecocheques die tijdens dat boekjaar niet vóór de vervaldatum werden gebruikt te storten aan het einde van dat boekjaar."

Art. 3

De Koning kan de bepalingen die door artikel 2 worden gewijzigd opheffen, aanvullen, wijzigen of vervangen bij een na overleg in de Ministerraad vastgesteld besluit.

Art. 4

Deze wet treedt in werking op 1 januari van het jaar volgend op het jaar waarin deze wet werd bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

28 januari 2020

Nahima LANJRI (CD&V)